

----- REPERTOIRER -----

! C H A N G E S !

SUBJET: Frais de mission à l'étranger.
----- complément à la circulaire n°1552
du 11 Août 1992.

E F: Circulaire N° 1552 du 11 Août 1992,
----- prise en application de l'instruction
n°22-92 du 10 juin 1992.

- 1- En application de la note de la Banque d'Algérie n°16/93 du 22 Décembre 1993, jointe en annexe I, la présente circulaire a pour objet de rappeler aux sièges les modalités d'application de certaines dispositions de la circulaire n°1552 susvisée, relative à l'octroi de frais de mission à l'étranger, au profit des opérateurs nationaux privés des entreprises économiques.
- 2- Au termes de la dite note, il est précisé que les entreprises économiques privées sont éligibles au droit de change au même titre que les entreprises économiques publiques.

A ce titre, les sièges doivent accorder un traitement égalitaire des dossiers déposés auprès de leurs guichets, aussi bien par les opérateurs publics que privés.
- 3- En outre, les opérateurs nationaux privés expressément désignés pour faire partie d'une délégation ministérielle appelée à se déplacer à l'étranger mais ne remplissant pas les conditions d'accès au droit de change telles que prévues par la circulaire n°1552 citée en références, bénéficient des frais de mission dans les limites fixées par la dite circulaire, dans son titre III, intitulé "montant du droit de change accordé aux entreprises économiques".
- 4- A cet effet, les opérateurs privés concernés se font délivrer les indemnités de frais de mission fournies par l'agence domiciliataire contre présentation des documents suivants :

.../

- a)-Une lettre émanant de l'administration de l'Etat portant :
- désignation de l'opérateur à faire partie de la délégation officielle, avec indication des noms (s) et prénom (s) de la / ou des personne (s) désignée (s),
 - la dénomination ou raison sociale de l'entreprise qu'elle (s) représente (nt),
 - la durée de la mission
 - le pays de destination,
 - L'agence domiciliaire auprès de laquelle l'opération de change doit s'effectuer;

b)-Une déclaration sur l'honneur établie selon modèle joint en annexe II à la présente circulaire;

c)-Le passeport en cours de validité établi en Algérie;

d)-Le titre de transport, lequel devra être annoté par l'agence concernée au moment de l'exécution de l'opération de change.

- 5- Pour les besoins de suivi et de contrôle, et pour ce qui est des opérateurs privés nationaux désignés au paragraphe 3 ci-dessus et partis en mission à l'étranger, les DRE adressent à la DRICE qui le transmet à la Banque d'Algérie (DIRECTION DU CONTROLE DES CHANGES), un compte-rendu mensuel établi par les Agences, portant sur les allocations allouées, et devant reprendre :

- le nombre de jours de mission,
- le taux journalier,
- le montant total servi exprimé en devises et sa contre-valeur en dinars;

le tout accompagné des copies des documents énumérés aux alinéas (a) et (b) du paragraphe 4 ci-dessus.

- 6- Les sièges de la Banque sont tenus de se conformer aux présentes instructions.

- 7- La mention de complément doit être portée sur la circulaire n°1552 du 11 Août 1992 susvisée. A



Le Président Directeur Général
M. TERBECHÉ

BANQUE D'ALGERIE

8, B1, Zighoud Youcef

ALGER

Direction Générale des Changes

Direction du Contrôle des Changes

بنك الجزائر

8، برج زيجود يوسف

الجزائر

المديرية العامة للنقد

مديرية مراقبة النقد

Alger, le 22 Décembre 1993

REF/SD/N°395/93

NOTE N° 16/93 AUX BANQUES INTERMEDIAIRES AGREES

Il nous a été signalé que des opérateurs relevant du secteur privé rencontrent des difficultés auprès de certains guichets bancaires pour exercer le droit de change prévu par l'Instruction n° 22/92 du 10 Juin 1992, relative aux indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion de mission temporaire à l'étranger.

En égard à ce qui précède, et s'agissant d'un texte réglementaire qui vise à la fois les secteurs public et privé, les banques commerciales voudront bien instruire l'ensemble de leurs succursales et agences sur la nécessité d'une application rigoureuse du texte en cause, ainsi que d'un traitement égalitaire des dossiers déposés auprès de leurs guichets par les opérateurs privés.

Par ailleurs, et concernant particulièrement les opérateurs nationaux expressément désignés pour faire partie d'une délégation ministérielle appelée à se déplacer à l'étranger mais ne remplissant pas les conditions d'accès au droit de change prévu par l'Instruction n° 22-92 du 10 Juin 1992, les Banques Intermédiaires Agréées sont habilitées à délivrer aux opérateurs ainsi désignés, les indemnités de frais de mission dans les limites fixées par le texte sus-évoqué.

Les indemnités de frais de mission à l'étranger sont dans ce cas délivrées par le guichet domiciliaire concerné sur présentation par l'opérateur des documents ci-après :

- 1) Lettre émanant de l'administration de l'Etat portant désignation de l'opérateur à faire partie de la délégation officielle, avec indication précise du (ou des) nom(s) et prénom(s) de la (ou des) personne(s) désignée(s), de la dénomination ou raison sociale de l'entreprise qu'elle(s) représente(ent), de la durée de la mission, du pays de destination, du guichet bancaire domiciliaire auprès duquel l'opération de change doit s'effectuer.
- 2) une déclaration sur l'honneur établie selon modèle joint en annexe.
- 3) du passeport en cours de validité établi en Algérie

.../...

4) du titre de transport, lequel devra être annoté par le guichet bancaire concerné au moment de l'exécution de l'opération de change.

Pour les besoins de suivi et de contrôle, chaque guichet bancaire concerné aura à communiquer mensuellement à la Banque d'Algérie (Direction du Contrôle des Changes), un compte rendu portant sur les allocations allouées, et devant reprendre le nom et prénom du bénéficiaire, le nombre de jours de mission, le taux journalier, le montant total servi exprimé en devises et sa contre valeur DA ; et ce, appuyé des copies des documents énumérés aux points 1 et 2 ci-dessus.



*Le Directeur du Contrôle
des Changes*

D. S. A. D. I

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Alger, le

Je soussigné M.
Fonction au sein de l'entreprise.
Dénomination ou
Raison sociale.
Dont le siège est sis à.

Déclare sur l'honneur que mon entreprise ne dispose ni d'un compte devises ni du droit au frais de mission à quel que titre que ce soit, et déclare me soumettre à tout contrôle qui serait effectué par la Banque d'Algérie,

En outre je m'engage à restituer à l'agence le montant devise du droit de change ouvert en cas de non participation ou désistement pour quelque raison que ce soit.

La présente est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Lu et approuvé

Le bénéficiaire